

## Politique

Par Ghislaine Ottenheimer

# Quand l'Assemblée s'inspire des exemples anglo-saxons

**Les habitudes changent lentement à l'Assemblée nationale.** Dix ans après que Nicolas Sarkozy a inscrit dans le marbre de la Constitution que le Parlement « *évalue les politiques publiques* », une Agence parlementaire d'évaluation devrait (enfin) voir le jour en octobre. Encouragés par le président François de Rugy, deux députés, **Jean-Noël Barrot** (MoDem) et Jean-François Eliaou (LREM), s'activent en coulisses depuis des mois. S'appuyant sur des stars de l'évaluation des politiques publiques – Esther Duflot (MIT), Antoine Bozio (PSE) et Philippe Martin (CAE) – pour convertir leurs collègues. Dotée d'un budget de 5,1 millions d'euros, la future agence compterait une trentaine d'experts chargés de chiffrer les propositions des députés et d'évaluer les politiques déjà engagées

par le gouvernement. « *Le but est de muscler les arguments des députés face aux administrations* », justifie Jean-Noël Barrot, qui se bat contre les inerties.

Reste que la structure demeurera bien modeste comparée à ses équivalents américain et britannique. Aux Etats-Unis, le redouté Congressional Budget Office compte 235 experts pour épauler les parlementaires américains, tandis qu'au Royaume-Uni, le Parlement s'appuie sur les 800 spécialistes du National Audit Office. Chi va piano... **L. F.**



Hamilton/Rea